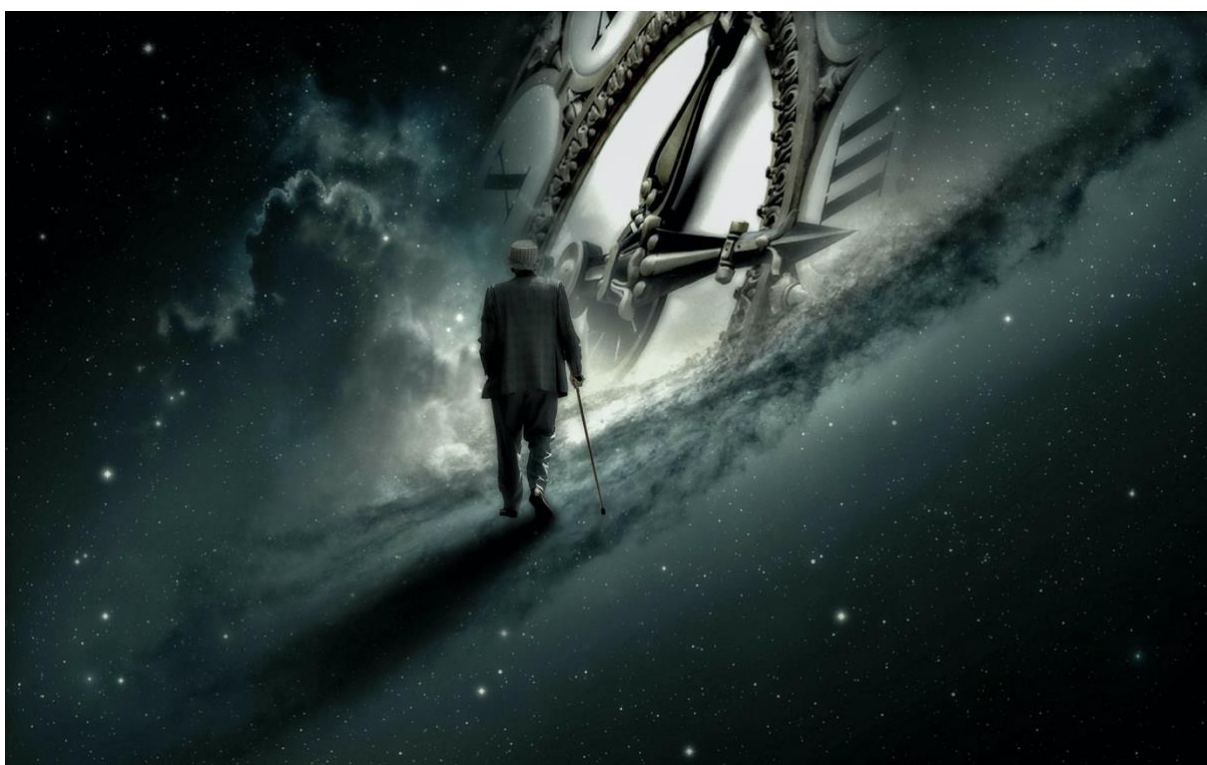




Deux siècles d'économie sociale en Belgique : quels enseignements ?



© Image par [Willgard Krause](#) de [Pixabay](#).

Changer la société en changeant l'économie, telle est l'ambition de l'économie sociale. Regard sur le passé pour éclairer le présent.

L'histoire de l'économie sociale (ES) en Belgique est riche, source de débats et d'apprentissages possibles. Dans ce texte, nous allons revenir sur différentes périodes et leurs points d'inflexion principaux.

La première période, qui va de 1830 à 1900 environ, est celle de l'associationnisme ouvrier. La deuxième période va de 1900 à 1968, et correspond à un fort développement de l'ES, qui dépasse le cadre ouvrier. Cette croissance finit par se traduire par une perte de ses valeurs fondatrices, et donc à une banalisation. Finalement, à partir de 68 naît une « nouvelle économie sociale » qui entretiendra un nouveau rapport à l'Etat.

L'associationnisme ouvrier (1830-1900).

Dès le lendemain de la naissance de la Belgique, en 1831, des saint-simoniensⁱ arrivent de France avec des idées utopistes. Ce sont pour la plupart des bourgeois-es intellectuel·les qui mettent en avant la vie communautaire solidaire en l'opposant à la misère que crée le capitalisme. Zoé de Gamond, féministe belge, tentera par exemple de construire un phalanstère, sorte de village communautaire harmonieux. Malgré les 600 places que proposent le lieu, et la qualité de vie bien meilleure qui peut y être trouvée, celui-ci aura très peu de succès.

Il faudra attendre 1848 pour observer un véritable essor et un intérêt populaire pour l'ES. 1848 est en effet l'année du « Printemps des peuples », marqué par des mobilisations à travers l'Europe contre les régimes autoritaires. Cet élan de révolte se traduira par un intérêt grandissant pour toute forme d'organisation qui permette de se retrouver autour d'idées. En 1849, naîtra ainsi la première coopérative belge, créée par un ouvrier tailleur. Un grand nombre d'autres suivront, ainsi que de nombreuses associations et caisses mutuelles diverses. Cette effervescence créatrice poussera le gouvernement à reconnaître les mutuelles en 1851. Mais l'élan restera limité à une élite du monde ouvrier, et s'essouffera rapidement sous la politique répressive des gouvernements. En 1854, la plupart de ces initiatives pionnières ont disparu.

À partir de 1864 cependant, un nouvel élan populaire relance la machine. Dans toute l'Europe se multiplient les grèves, d'autant que l'Association Internationale des Travailleurs (Première Internationale) permet aux ouvrier-es de se soutenir et favorise le sentiment d'appartenance à une même classe sociale au-delà des frontières. Les ouvrier-es des différents pays prennent alors exemples les uns sur les autres, et très vite les associations ouvrières, les coopératives, mais aussi les associations de résistance, ancêtres des syndicats, se multiplient. Mais encore une fois, une politique répressive est mise en œuvre, encore plus forte après la Commune de Parisⁱⁱ. Une fois le mouvement ouvrier écrasé, la loi de 1873 qui autorise pour la première fois les coopératives en Belgique servira surtout aux petits propriétaires, artisans et paysans, qui créeront notamment une série de coopératives de crédit pour acheter des terres ou des outils.

Finalement ce n'est qu'à partir de 1880 que les premières formes d'économie sociale prendront durablement racine en Belgique. Les années 80 sont notamment celles de la création du Vooruit (importante coopérative ouvrière, journal et palais socialiste à Gand), de la multiplication des maisons du peuple et des associations de secours ou de résistance, les premières coopératives de consommation ainsi que celle du Parti Ouvrier de Belgique et les premières amorces de syndicats ouvriers. Cette vague de créations associationnistes est subordonnée aux perspectives socialistes, qui considèrent l'ES comme un moyen pour les ouvrier-es de se rassembler et de se construire une identité commune, afin de préparer un mouvement révolutionnaire de masse.

On le voit, l'ES est née difficilement, après plusieurs tentatives. C'est qu'elle avait face à elle tout l'appareil d'État capitaliste, pour qui il était hors de question de laisser les ouvrier-es s'organiser. Mais cette dimension de résistance va forger l'ES en opposition à l'ordre social dominant, en lui donnant un projet politique de transformation du monde. C'est l'un des legs de cette première période à l'économie sociale d'aujourd'hui.



Le Vooruit était le nom d'une coopérative ouvrière, d'un journal socialiste et de plusieurs bâtiments à Gand comme La Maison du Peuple sur le Vrijdagmarkt et le Feestlokaal Vooruit. Le dernier abrite aujourd'hui un centre d'arts, Kunstencentrum Vooruit.

Essor et déclin du mouvement (1900-1968)

À partir du moment où les associations et coopératives se sont multipliées, et ont montré leur viabilité, il va s'opérer un changement important dans la considération de celles-ci. Les partis catholiques et libéraux, qui avaient été jusque-là opposés à l'ES, prétendant que des ouvrier-es ne pourraient jamais gérer eux/elles-mêmes une entreprise sans patron, vont se rendre à l'évidence. Face au premiers succès de l'ES, et pour contrer l'influence socialiste, un certain nombre de leurs anciens critiques vont finir par fonder eux-mêmes des coopératives. On voit donc apparaître de nouvelles coopératives au sein des piliers catholique et libéral, qui vont élargir le mouvement.

Ce sont notamment les coopératives de consommation qui vont se multiplier à partir de 1900. Ce mouvement va à son tour influencer le mouvement socialiste, en montrant qu'il est possible, et même plus confortable, de gérer une coopérative sans avoir de but politique. De par sa généralisation, le mouvement de l'ES va donc aussi connaître une certaine banalisation. Les associations et coopératives ont perdu leur combativité et espèrent que c'est simplement par leur développement économique qu'elles vont pouvoir progressivement remplacer le capitalisme.

Ces initiatives se développent en recourant à un certain endettement. La Banque belge du travail, fondée en 1913, va octroyer de nombreux prêts à ces coopératives. Or avec la crise économique de 1929, la banque va tomber en faillite en 1934 et va entraîner avec elle une bonne partie du mouvement coopératif.

Une dernière série de coups seront portés à l'ES après la deuxième guerre mondiale. D'une part, les coopératives seront rapidement concurrencées par la nouvelle industrialisation, mais aussi par les supermarchés. Les coopératives, affaiblies financièrement, ne pourront pas suivre le rythme des investissements et disparaîtront en masse face à la concurrence. D'autre part la sécurité sociale va généraliser l'aide sociale et donc remplacer les nombreuses caisses de secours ou de maladie qui existaient alors. Ces deux éléments vont presque faire disparaître l'ES, ou en tout cas la réduire à peau de chagrin, alors même qu'elle n'avait jamais été aussi puissante.

Cette période est riche d'enseignements. En effet, s'il s'agit du moment où l'économie sociale s'est le plus développée, il s'ensuit rapidement un déclin. Plusieurs raisons peuvent être trouvées à ce double mouvement. Tout d'abord, si les coopératives ont pu se développer massivement, c'est parce qu'elles étaient effectivement un moyen plus efficace et moins coûteux d'organiser l'économie à cette époque. En effet, la distribution se faisait encore par de nombreux intermédiaires, qui prenaient chacun une commission au passage. Les coopératives ont amélioré la vie de millions de gens en diminuant le nombre d'intermédiaires et en rendant les produits plus accessibles, tout en garantissant leur qualité. Mais lorsque le capitalisme a lui-même pris en charge d'optimiser la distribution pour ses propres intérêts, la fonction que remplissaient les coopératives a vite été dépassée.

Toutefois, la transformation du capitalisme ne peut pas être considérée comme la seule raison du déclin de l'ES. Car l'ES ne remplit pas seulement une fonction économique, mais aussi une fonction sociale, éducative, politique. C'est cela qui en premier lieu a favorisé son développement, et qui lui a permis de rassembler des centaines de

milliers de membres. On peut donc se demander si, en perdant ces dimensions et en se retranchant dans une fonction économique, l'ES n'a pas perdu la base sociale qui aurait pu lui permettre de rebondir malgré les difficultés économiques.

Renouveau et nouvelles orientations (1968 à aujourd'hui)

Les mobilisations importantes de 1968 vont relancer le mouvement. C'est en effet dans ces années-là que des initiatives innovantes se multiplient comme des champignons après une chaude pluie. On peut penser par exemple aux maisons médicales, mais aussi aux écoles de devoir, aux entreprises de formations par le travail ou d'insertion socio-professionnelle, ou encore à l'éducation permanente. Toutes ces initiatives viennent répondre à de véritables besoins sociaux, et vont rapidement trouver un soutien auprès de l'État qui va les reconnaître et les financer.

Les années 1970 voient aussi la naissance du mouvement autogestionnaire, qui met en avant la possibilité que les entreprises soient directement gérées par les travailleur·ses. Ces expériences autogestionnaires vont principalement se pratiquer dans le cadre d'entreprises en faillite qui vont être reprises par les travailleur·ses. En Belgique, on peut citer on peut citer la coopérative « Les textiles d'Ere », « L'espérance » ou « Le Balai libéré », où la reprise par les travailleur·ses est chaque fois soutenue par les syndicats. Mais ces entreprises réorganisées ne dureront pas longtemps.

De la même manière, les initiatives citées plus haut, si elles ont démarré par un travail bénévole, ont rapidement pu grandir et se généraliser grâce aux aides de l'État. Ces aides constituent évidemment une grande force, et permettent aux initiatives d'économie sociale de remplir largement leur mission d'utilité sociale. Mais elles s'accompagnent de plusieurs risques, comme celui d'être instrumentalisées ou de perdre leur sens et leur capacité d'adaptation et de revendication.

À partir de 1989, la chute du mur de Berlin, qui acte la domination de l'économie capitaliste, rebat les cartes au niveau européen. Des statuts de l'ES apparaissent dans plusieurs pays, et de nombreux débats se développent pour interroger l'avenir de l'ES, son rapport à l'État et au marché. Ce nouveau cadre va favoriser la création de nombreuses entreprises d'économie sociale. L'ES va ensuite connaître un nouvel essor à partir de 2008. La crise des subprimes, qui touche le monde entier, va sérieusement remettre en question le modèle capitaliste. De nombreux politiques et chercheur·ses s'emparent alors de l'économie sociale comme alternative au modèle dominant. A ce moment, un courant anglo-saxon nous influence. L'entrepreneuriat social, comme il est parfois appelé, sera particulièrement mis en avant, présenté comme une manière de continuer à faire du profit tout en remplissant un objectif social. Mais cette nouvelle tendance, très peu politique, va rapidement s'avérer être surtout une manière de redorer l'image du capitalisme et de l'entrepreneuriat classique sans toucher à ses principes fondamentaux. D'autres voix s'élèvent et revendiquent la combinaison d'une approche

entrepreneuriale et d'une visée transformatrice, en ne perdant pas au passage les enseignements des périodes précédentes.

Quels enseignements tirer de cette période contemporaine ? Probablement la capacité d'innovation de l'économie sociale. Pour sortir d'une niche et bousculer les normes économiques dominantes, l'économie sociale cherche à être reconnue. Cette institutionnalisation lui permet de se faire connaître, de prendre de l'ampleur, d'obtenir un cadre légal adéquat, des financements... Mais cette médaille a aussi son revers puisqu'on observe qu'en s'institutionnalisant, l'économie sociale s'imprègne des normes dominantes et perd parfois son ambition de transformation sociale. Est-il possible d'envisager une institutionnalisation positive, c'est-à-dire sans perte de valeurs, de l'économie sociale, telle est l'une des questions ouvertes apportées par cette période ?



*Assemblée générale de NewB, une banque coopérative belge, éthique et durable.
@www.newb.coop/fr*

Conclusion.

L'économie sociale a une histoire pleine de rebondissements, d'essors et de dérives. Ceux-ci sont un véritable enrichissement et ce capital historique doit être la base de toute réflexion sur l'avenir de l'économie sociale, pour éviter de tomber dans des impasses identiques.

Une question centrale, qui traverse de nombreux aspects de l'ES, est la question de la mobilisation militante. Nous l'avons vu, les initiatives d'ES connaissent un développement important dans des moments de mobilisation plus générale. C'est dans ces moments-là que l'ES peut se développer non pas avec des financements, mais avec l'énergie militantes de milliers de gens qui sont prêts à s'investir avec l'espoir qu'une transformation du monde est possible. Que nous ne puissions pas prévoir quand va se dérouler la prochaine mobilisation de ce type ne nous empêche pas de nous y préparer. L'économie sociale peut être un débouché puissant, qui peut continuer à faire vivre la mobilisation pendant des années, et l'orienter dans une certaine direction. Mais comme nous l'avons vu, la mobilisation peut se disperser dans des alternatives dérisoires, s'éteindre ou se tromper de direction.

La compréhension de l'histoire de l'ES nous permet donc de faire en sorte de proposer une ES qui soit à la hauteur des mobilisations, qui puissent éviter des dérives comme la banalisation, l'instrumentalisation ou la récupération, et qui puisse continuer à proposer un projet politique ambitieux de transformation du monde.

L'économie sociale, c'est quoi ?

Si l'ES a pris des formes diverses à travers son histoire, comment la reconnaître et y voir une certaine continuité ? Une définition de l'économie sociale a été adoptée par le législateur wallon en 2008 et est largement admise depuis lors au sein des acteurs de ce champ. Tout d'abord précisons-le, nous incluons dans l'ES à la fois les coopératives, mais aussi les associations qui en forment la plus grande partie aujourd'hui. Mais la forme juridique (associative, coopérative mais aussi mutualiste et sous la forme de fondations d'utilité publique) ne suffit pas à définir l'ES ! Il manque à ce premier ingrédient l'essentiel, des principes éthiques communs :

- l'entreprise d'économie sociale doit d'abord avoir comme finalité un service à la collectivité ou à ses membres, en lieu et place du profit ;
- elle doit être gérée de manière autonome (notamment vis-à-vis des pouvoirs publics qui éventuellement la financent);
- elle doit être animée par un idéal et des pratiques de gouvernement démocratique,
- finalement et logiquement, l'entreprise d'économie sociale fait primer l'humain sur le capital dans la répartition de ses bénéfices.

Enjeux contemporains pour l'économie sociale

L'analyse historique rapidement esquissée montre que l'économie sociale a de grandes ambitions ; mais aussi que lorsqu'elle s'est approchée de leur atteinte sur la forme, cela s'est fait au détriment de ses valeurs sur le fond.

De manière synthétique et symbolique, nous pourrions donc défendre que l'économie sociale doit réussir cette opération complexe du « changement d'échelle », et que c'est le moment ou jamais, étant donné les limites de plus en plus importantes, connues et partagées auxquelles se heurte le modèle économique dominant. Mais cela ne peut être avancé qu'à la condition d'adopter une conception large de celui-ci.

Pour une fois, appuyons-nous sur la richesse de la langue anglaise qui distingue trois idées assez imagées derrière ce redimensionnement : scaling out ($\leftrightarrow$), scaling up ($\nearrow$) et scaling deep ($\searrow$).

Scaling out ($\leftrightarrow$)

Il ne s'agit donc pas seulement de faire grandir les entreprises d'économie sociale existantes, qui est la première acception du terme. Il faut aussi comprendre l'amplification de la diffusion de l'économie sociale vers de nouveaux publics, de nouvelles personnes, de nouvelles communautés avec de nouvelles réponses à des besoins sociaux. La nécessité de la transition et du basculement vers une société qui n'est plus basée sur la croissance et l'extraction des énergies fossiles doit ici être rappelée. L'économie sociale doit montrer la voie.

Scaling up ($\nearrow$)

Une deuxième idée se cachant derrière le terme à la mode de changement d'échelle est celle de changer les règles du jeu économique afin d'accélérer un véritable changement social. Ce changement de règles peut être déduit des pratiques déjà existantes des acteur-trices de l'économie sociale (notamment le rapport à la propriété). Les cibles de ce changement sont cette fois-ci les institutions, les auteur-trices des lois et politiques publiques. Il s'agit bien ici de s'ériger contre la « société de marché » dont la logique ne peut être étendue à toutes nos activités.

Scaling deep ($\searrow$)

Enfin, des changements en profondeur doivent être visés par la transformation des valeurs culturelles et des représentations collectives en vue de favoriser l'évolution des comportements et des mentalités de plus en plus de personnes et d'institutions. La capacité d'analyse critique, les démarches et approches émancipatrices, la liaison entre la pédagogie et l'action, entre la recherche et l'engagement dans des territoires et des communautés sont des ingrédients indispensables à cette visée. C'est ainsi que l'économie sociale doit par exemple participer à la création d'affects démocratiques dans nos espaces de travail.

On l'aura compris, de tels enjeux ne manquent pas de piquant ! Mais aussi, heureusement, de partisan-es décidée-s à y prendre part.

Sources et pistes bibliographiques.

- Marie-Thérèse Coenen, Expériences autogestionnaires en Belgique, en ligne : <https://autogestion.asso.fr>, 2012.
- Jacques Defourny et Marthe Nyssens (dir.), Economie sociale et solidaire. Socioéconomie du 3^e secteur, De Boeck, 2017.
- Philippe De Leener et Marc Totté, Transition économique : en finir avec les alternatives dérisoires, éditions du Croquant, 2017.
- Julien Dohet, « Le mouvement coopératif : histoire, questions et renouveau », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2370-2371, no. 5-6, 2018, pp. 5-58.
- École d'innovation sociale Elisabeth-Bruyère (coll.), Manuel pour changer le monde, Lux éditeur, 2020.
- Philippe Frémeaux, La nouvelle alternative – Enquête sur l'économie sociale et solidaire, Les petits matins, 2015.
- Jean-Louis Laville, L'économie sociale et solidaire. Pratiques, théories, débats, Seuil, 2016.
- SAW-B, L'économie qui est là, l'économie qui arrive. Défi d'une institutionnalisation positive, étude 2017, en ligne : <https://saw-b.be/publication/leconomie-qui-est-la-leconomie-qui-arrive-le-defi-dune-institutionnalisation-positive-de-leconomie-sociale/>
- SAW-B, Les verrous économiques de la transition, étude 2019, en ligne : <https://saw-b.be/publication/les-verrous-economiques-de-la-transition-2/>

Notes

ⁱ Les saint-simoniens s'inspirent de la doctrine de Saint-Simon selon laquelle les possédants et les intellectuels étaient capables de changer la société en développant l'industrie de manière morale.

ⁱⁱ La Commune de Paris de 1871 est un épisode de la ville de Paris qui suit la guerre francoprussienne de 1870, et où, durant 2 mois, des travailleur-ses se retrouvent aux manettes de la ville. Ce gouvernement du peuple sera réprimé violemment lors de la semaine sanglante qui fera 30.000 mort-es, et donnera suite à de nombreuses répressions partout en Europe.



Ce texte vous parle, nos idées vous interpellent ? C'est le but !

Cette analyse s'inscrit dans notre démarche de réflexion et de proposition sur des questions qui regardent la société. Si vous voulez réagir ou en discuter avec nous au sein de votre groupe, de votre espace, de votre entreprise, prenons contact. Ensemble, faisons mouvement pour une alternative sociale et économique !

N'hésitez pas à nous contacter : info@saw-b.be ou 071 53 28 30

À la fois fédération d'associations et d'entreprises d'économie sociale, agence-conseil pour le développement d'entreprises sociales et organisme d'éducation permanente, SAW-B mobilise, interpelle, soutient, et innove pour susciter et accompagner le renouveau des pratiques économiques qu'incarne l'économie sociale. Au quotidien, nous apportons des réponses aux défis de notre époque.

Rédaction : Marian de Foy et Quentin Mortier

Relecture : Juliette Bosse

Illustration : Photos libres de droit

